

7.5

Autres décisions

7.5 AUTRES DÉCISIONS

DÉCISION N° 2025-PDG-0024

Organisme canadien de réglementation des investissements - Délégation de fonctions et pouvoirs

Vu la décision n° 2022-PDG-0050 prononcée par l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») le 14 novembre 2022, reconnaissant le Nouvel organisme d'autorégulation du Canada (le « nouvel OAR ») à titre d'organisme d'autorégulation au Québec en vertu de l'article 68 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*, RLRQ, c. E-6.1 (la « LESF ») à la suite de la fusion de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (l'« OCRCVM ») et de l'Association canadienne des courtiers de fonds mutuels afin de former le nouvel OAR;

Vu la décision n° 2023-PDG-0025 prononcée par l'Autorité le 12 mai 2023 révisant la décision n° 2022-PDG-0050 afin d'y intégrer la nouvelle dénomination du nouvel OAR, soit l'Organisme canadien de réglementation des investissements (l'« OCRI »);

Vu la décision n° 2009-PDG-0100 prononcée par l'Autorité le 19 août 2009 concernant la délégation à l'OCRCVM de l'application d'une partie des fonctions et pouvoirs que lui confère la LESF, la *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1 (la « LVM ») et à la *Loi sur les instruments dérivés*, RLRQ, c. I-14.01 (la « LID ») (la « décision de délégation de 2009 »);

Vu l'approbation de la décision de délégation de 2009 par le gouvernement du Québec selon les prescriptions du deuxième alinéa de l'article 61 de la LESF, par le Décret 1017-2009 en date du 23 septembre 2009 (2009) 141 G.O. II, 4723A;

Vu la décision n° 2023-PDG-0031 prononcée par l'Autorité le 8 juin 2023 concernant, d'une part, la délégation à l'OCRI de l'application d'une partie des fonctions et pouvoirs que lui confère la LESF, la LVM et la LID (la « décision de délégation de 2023 ») concernant l'inspection des personnes morales inscrites à titre de courtier en épargne collective et l'inscription du représentant, de la personne désignée responsable et du chef de la conformité (les « personnes physiques inscrites ») agissant pour le compte de ces courtiers et, d'autre part, la révocation de la décision de délégation de 2009 considérant l'intégration des fonctions et pouvoirs qui y était délégués à la décision de délégation de 2023;

Vu l'approbation de la décision de délégation de 2023 par le gouvernement du Québec selon les prescriptions du deuxième alinéa de l'article 61 de la LESF, par le Décret 1455-2023 en date du 20 septembre 2023 (2023) 155 G.O. II, 4418;

Vu l'avis publié au Bulletin de l'Autorité (le « Bulletin ») le 11 juillet 2024 [(2024) vol. 21, n° 27, B.A.M.F., section 7.1] concernant la prise d'effet de la décision de délégation de 2023 en ce qui concerne l'inspection relative au courtage en épargne collective;

Vu la demande de l'OCRI déposée auprès de l'Autorité le 11 décembre 2024 de modifier la décision de délégation de 2023 afin que lui soient délégués l'inscription et la radiation des personnes morales inscrites à titre de courtier en placement, de courtier en épargne collective et de courtier en dérivés ainsi que l'inspection des personnes agréées (la « demande »);

Vu la publication de la demande pour commentaires au Bulletin le 19 décembre 2024 [(2024) vol. 21, n° 50, B.A.M.F., section 7.3], tel que requis par l'article 66 de la LESF;

Vu cette publication à l'issue de laquelle aucun commentaire n'a été formulé;

Vu le premier alinéa de l'article 61 de la LESF, lequel permet à l'Autorité, aux conditions qu'elle détermine, de déléguer à un organisme reconnu l'application de tout ou partie des fonctions et pouvoirs que lui confère la loi;

Vu le deuxième alinéa de l'article 61 de la LESF, lequel prévoit qu'une telle délégation de fonctions et pouvoirs est soumise à l'approbation du gouvernement;

Vu l'article 64 de la LESF qui prévoit que l'organisme reconnu ne peut renoncer à exercer ses fonctions et pouvoirs sans l'autorisation préalable de l'Autorité, celle-ci pouvant subordonner son autorisation aux conditions qu'elle estime nécessaires pour assurer la protection de ses membres, de ses participants ou du public;

Vu l'article 81 de la LESF, lequel prévoit que l'organisme reconnu doit, avant de rendre une décision qui affecte défavorablement les droits d'une personne, d'une société ou d'une autre entité, lui donner l'occasion de présenter ses observations;

Vu le premier alinéa de l'article 85 de la LESF, lequel prévoit que toute personne, société ou autre entité directement affectée par une décision rendue par un organisme reconnu peut en demander la révision par l'Autorité dans un délai de 30 jours;

Vu l'opportunité, de l'avis de l'Autorité, de déléguer à l'OCRI des fonctions et pouvoirs concernant l'inscription et la radiation des personnes morales inscrites à titre de courtier en placement, de courtier en épargne collective et de courtier en dérivés ainsi que l'inspection des personnes agréées;

En conséquence :

1. L'Autorité révoque la décision de délégation de 2023;
2. L'Autorité délègue à l'OCRI les fonctions et pouvoirs énumérés ci-après :

Les fonctions et pouvoirs suivants prévus à la LESF, à la LVM et à la LID, dans la mesure où ils visent une personne morale à titre de courtier en placement, de courtier en épargne collective ou un courtier en dérivés qui est membre de l'OCRI ou qui demande à le devenir (le « courtier membre ») ainsi que la personne physique inscrite qui agit pour le compte d'un de ces courtiers, à l'égard de leurs activités exercées à ce titre :

ARTICLE	OBJET
9 LESF	Désigner toute personne membre de son personnel pour procéder à une inspection conformément aux articles 9, 10 et 11 de la LESF;
148 LVM	Recevoir d'une personne morale la demande d'inscription à titre de courtier en placement ou de courtier en épargne collective;
148.1 LVM	Exiger que les activités en valeurs mobilières d'un candidat à titre de courtier en placement ou de courtier en épargne collective qu'elle détermine soient poursuivies par l'intermédiaire d'une filiale.

ARTICLE	OBJET
149 LVM	Recevoir de la personne physique la demande d'inscription à titre de représentant de courtier; Recevoir de la personne physique la demande d'inscription à titre de chef de la conformité; Recevoir de la personne physique la demande d'inscription à titre de personne désignée responsable;
151 LVM	Après avoir vérifié que le candidat remplit les conditions fixées par règlement, procéder à l'inscription lorsque l'OCRI estime que : 1° le candidat ou, dans le cas d'une personne morale, ses dirigeants et administrateurs présentent la compétence et la probité voulues pour assurer la protection des épargnants; 2° le candidat est solvable et, dans le cas d'une personne morale, présente les assises financières nécessaires à la viabilité de son entreprise; Assortir l'inscription d'un candidat d'une restriction ou d'une condition qu'elle détermine, notamment limiter la durée de validité de l'inscription;
151.0.1 LVM	Radier une inscription, la suspendre ou l'assortir d'une restriction ou d'une condition lorsque la personne physique inscrite : 1° fait cession de ses biens ou est sous le coup d'une ordonnance de séquestre prononcée en vertu de la <i>Loi sur la faillite et l'insolvabilité</i> (L.R.C. 1985, ch. B-3); 2° est déclarée coupable par un tribunal canadien ou étranger d'une infraction ou d'un acte qui, à son avis, a un lien avec l'exercice de son activité; 3° est sous tutelle ou mandat de protection; 4° a déjà été radiée ou suspendue ou lorsque l'inscription ou le droit de pratique a été assorti de restrictions ou de conditions par les instances prévues à la LVM; 5° ne respecte plus une condition relative à son inscription prévue à la LVM ou à un règlement pris en application de celle-ci;
151.1 LVM	Faire une inspection à l'égard d'un courtier membre afin de vérifier dans quelle mesure il se conforme à la LVM, aux règlements et aux instructions générales;

ARTICLE	OBJET
152.1 LVM	Suspendre ou, en cas de récidive, radier l'inscription d'un courtier en épargne collective qui ne se conforme pas à l'obligation, prévue par règlement, de maintenir une assurance pour couvrir sa responsabilité. Suspendre ou, en cas de récidive, radier l'inscription du courtier en épargne collective dont un représentant qui n'est pas un de ses employés ne se conforme pas à l'obligation, prévue par règlement, d'être couvert par une assurance pour couvrir sa responsabilité.
153 LVM	Recevoir la demande de radiation de la personne inscrite; Suspendre l'inscription de la personne inscrite pendant l'étude de la demande de radiation ou l'assortir de conditions et de restrictions; Subordonner la radiation à des conditions; Radier l'inscription si l'intérêt des clients et des épargnants est suffisamment protégé;
159 LVM	Recevoir de la personne inscrite l'avis de modification des informations fournies lors de l'inscription; Donner son accord ou ne pas s'opposer à une modification dans le délai et la forme prévus par règlement; S'opposer à la modification; Prescrire la conduite à tenir en cas d'opposition;
54 LID	Recevoir d'une personne morale la demande d'inscription à titre de courtier en dérivés;
55 LID	Exiger que les activités en dérivés d'un candidat à titre de courtier en dérivés qu'elle détermine soient exercées par l'intermédiaire d'une filiale.
56 LID	Recevoir de la personne physique la demande d'inscription à titre de représentant de courtier; Recevoir de la personne physique la demande d'inscription à titre de chef de la conformité; Recevoir de la personne physique la demande d'inscription à titre de personne désignée responsable;

ARTICLE	OBJET
59 LID	Après avoir vérifié que le candidat remplit les conditions fixées par règlement, procéder à l'inscription lorsque l'OCRI estime que : 1° le candidat ou, dans le cas d'une personne morale, ses dirigeants et ses administrateurs présentent la compétence et la probité voulues pour assurer la protection des clients; 2° le candidat est solvable et, dans le cas d'une personne morale, présente les assises financières nécessaires à la viabilité de son entreprise; Assortir l'inscription d'un candidat d'une restriction ou d'une condition, notamment limiter la durée de validité de l'inscription;
78 LID	Recevoir de la personne inscrite l'avis de modification des informations fournies lors de l'inscription; Donner son accord ou ne pas s'opposer à une modification dans le délai et la forme prévus par règlement; S'opposer à la modification; Prescrire la conduite à tenir en cas d'opposition;
80 LID	Recevoir la demande de radiation de la personne inscrite; Suspendre ou modifier l'inscription de la personne inscrite pendant l'étude de la demande de radiation ou l'assortir de conditions ou de restrictions; Subordonner la radiation à des conditions; Radier l'inscription si l'intérêt des clients et celui du public sont suffisamment protégés;
80.1 LID	Radier une inscription, la suspendre ou l'assortir d'une restriction ou d'une condition lorsque la personne physique inscrite : 1° fait cession de ses biens ou est sous le coup d'une ordonnance de séquestre prononcée en vertu de la <i>Loi sur la faillite et l'insolvabilité</i> (L.R.C. 1985, ch. B-3); 2° est déclarée coupable par un tribunal canadien ou étranger d'une infraction ou d'un acte qui, à son avis, a un lien avec l'exercice de son activité; 3° est sous tutelle ou mandat de protection; 4° a déjà été radiée ou suspendue ou lorsque l'inscription a été assorti de restrictions ou de conditions par un organisme prévu à la LID;

ARTICLE	OBJET
	5° ne respecte plus une condition relative à son inscription prévue à la LID;
115 LID	Faire une inspection à l'égard du courtier membre ou de la personne agréée afin de vérifier dans quelle mesure il se conforme à la LID;

La présente décision est soumise aux contrôles ainsi qu'aux fonctions et pouvoirs de l'Autorité qui sont prévus à la LESF, à la LVM et à la LID, ainsi qu'aux conditions suivantes :

- L'Autorité peut continuer d'exercer les fonctions et pouvoirs qu'elle délègue par la présente décision;
- Les décisions rendues dans l'exercice d'un pouvoir délégué le sont conformément aux dispositions de la *Charte de la langue française*, RLRQ, c. C-11;
- Les fonctions et pouvoirs délégués par l'Autorité en vertu de la présente décision doivent être exercés en conformité avec les dispositions de la *Loi sur la justice administrative*, RLRQ, c. J-3;
- L'échange d'information entre l'Autorité et l'OCRI dans le cadre de la présente décision doit se faire en conformité avec les dispositions de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, RLRQ, c. A-2.1 et, notamment, les articles 296 à 297.4 et 297.6 de la LVM;
- L'Autorité aura accès en tout temps à toute la documentation détenue par l'OCRI dans le cadre de l'exercice par ce dernier des fonctions et pouvoirs qui lui sont délégués par la présente décision;
- L'OCRI transmet à l'Autorité, dès réception, les droits exigibles afférents aux fonctions et pouvoirs délégués en vertu de la présente décision et prévus au *Règlement sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1, r. 50 et au *Tarif des frais et des droits exigibles en matière d'instruments dérivés*, RLRQ, c. I-14.01, r. 2;
- L'OCRI s'assure que le candidat à l'inscription remplit les conditions fixées par les règlements pris en vertu de la LVM et de la LID, notamment en vérifiant les renseignements fournis sur les formulaires prévus à ces règlements;
- L'OCRI exerce ses pouvoirs délégués en coordination avec l'Autorité à l'égard du courtier ou du représentant de courtier qui est également inscrit dans une autre catégorie prévue au *Règlement 31-103 sur les obligations d'inscription et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites*, RLRQ, c. V-1.1, r. 10, ou du courtier également inscrit dans une discipline prévue à la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*, RLRQ, c. D-9.2 ou du représentant de courtier certifié dans une telle discipline, ainsi qu'à l'égard de toute demande de dispense d'une obligation relative à l'inscription prévue à la LVM, à la LID ou aux règlements pris en vertu de ces lois reçues ou traitées par l'Autorité;
- À la demande de l'OCRI, l'Autorité l'assiste, notamment pour vérifier que le candidat à l'inscription satisfait aux critères prévus à l'article 151 de la LVM ou à l'article 59 de la LID;

- L'OCRI exerce ses pouvoirs délégués liés à l'inscription par l'intermédiaire de la Base de données nationale d'inscription ou de tout système la remplaçant ou la complétant tel que déterminé par l'Autorité;
- L'OCRI assure en permanence la mise à jour de toute base de données déterminée par l'Autorité relative aux renseignements colligés par l'OCRI dans le cadre de l'exercice des fonctions et pouvoirs qui lui sont conférés par la présente décision, et ce, au plus tard dans les dix jours ouvrables suivant la date où les décisions sont prononcées ou celle où les renseignements sont reçus par l'OCRI selon les modalités déterminées par l'Autorité, à moins que l'Autorité ne l'avise par écrit de cesser d'assurer cette mise à jour;
- L'OCRI tient un registre des plaintes qu'il reçoit à l'égard des courtiers membres et des personnes physiques inscrites qui agissent pour le compte de ces courtiers de même qu'un dossier pour chacune de ces plaintes, ce dossier devant entre autres contenir des informations sur la nature de la plainte, les constatations et les mesures prises;
- L'OCRI peut renoncer, en tout ou en partie, à la délégation conférée par la présente décision en donnant un avis préalable que l'Autorité juge suffisant.

La présente décision prendra effet au moment de son approbation par le gouvernement et à la date de la publication d'un avis au Bulletin à l'égard des fonctions et pouvoirs délégués relatifs à l'inscription et à la radiation des personnes morales inscrites à titre de courtier en placement, de courtier en épargne collective et de courtier en dérivés, à l'inspection des personnes agréées et à l'inscription des personnes physiques qui agissent pour le compte d'un courtier en épargne collective.

La présente décision est la version française de la décision n° 2025-PDG-0024A prononcée au même moment.

Fait le 21 mars 2025

Yves Ouellet
Président-directeur général

DECISION NO. 2025-PDG-0024A

Canadian Investment Regulatory Organization - Delegation of functions and powers

Whereas pursuant to Decision No. 2022-PDG-0050 made by the Autorité des marchés financiers (**Autorité**) on November 14, 2022, the New Self-Regulatory Organization of Canada (**New SRO**) was recognized as a self-regulatory organization in Québec pursuant to section 68 of the *Act respecting the regulation of the financial sector*, CQLR, c. E-6.1 (**ARFS**) after the consolidation of the Investment Industry Regulatory Organization of Canada (**IIROC**) and the Mutual Fund Dealers Association of Canada (**MFDA**) into the new SRO;

Whereas pursuant to Decision No. 2023-PDG-0025 made by the Autorité on May 12, 2023, Decision No. 2022-PDG-0050 was revised to include New SRO's new name, the Canadian Investment Regulatory Organization (**CIRO**);

Whereas pursuant to Decision No. 2009-PDG-0100 made by the Autorité on August 19, 2009, (**2009 Delegation Decision**), the exercise of part of the functions and powers conferred on the Autorité by the ARFS, the *Securities Act*, CQLR, c. V-1.1 and the *Derivatives Act*, CQLR, c. I-14.01, was delegated to IIROC;

Whereas the 2009 Delegation Decision was approved by the Government of Québec pursuant to the second paragraph of section 61 of the ARFS by way of Order-in-Council 1017-2009 dated September 23, 2009 (2009) 141 G.O. II, 3273A;

Whereas pursuant to Decision No. 2023-PDG-0031 made by the Autorité on June 8, 2023, **(2023 Delegation Decision)**, the Autorité delegated to CIRO the exercise of part of the functions and powers conferred on the Autorité by the ARFS, the *Securities Act* and the *Derivatives Act* regarding the inspection of legal persons registered as mutual fund dealers and the registration of representatives, ultimate designated persons and chief compliance officers **(Registered Natural Persons)** acting on behalf of such dealers, and revoked the 2009 Delegation Decision in light of the integration of the functions and powers delegated pursuant to the 2023 Delegation Decision;

Whereas the 2023 Delegation Decision was approved by the Government of Québec pursuant to the second paragraph of section 61 of the ARFS by Order-in-Council 1455-2023 dated September 20, 2023 (2023) 155 G.O. II, 2286;

Whereas a notice was published in the Bulletin of the Autorité **(Bulletin)** on July 11, 2024 [(2024) vol. 21, No. 27, Bulletin of the Autorité, section 7.1] giving effect on that date to the 2023 Delegation Decision relating to the inspection of mutual fund dealers;

Whereas, on December 11, 2024, CIRO applied to the Autorité to have the 2023 Delegation Decision modified to delegate to CIRO the registration and revocation thereof of legal persons registered as investment dealers, mutual fund dealers and derivatives dealers and the inspection of qualified persons **(Application)**;

Whereas the Application was published for comment in the Bulletin dated December 19, 2024 [(2024) vol. 21, No. 50, Bulletin of the Autorité, section 7.3], as required under section 66 of the ARFS;

Whereas no comments were received following the publication of the Application;

Whereas, pursuant to the first paragraph of section 61 of the ARFS, the Autorité may, on the conditions it determines, delegate to a recognized organization the exercise of all or part of the functions and powers conferred on it by law;

Whereas, pursuant to the second paragraph of section 61 of the ARFS, such a delegation of functions and powers must be subject to the approval of the Government;

Whereas, pursuant to section 64 of the ARFS, the recognized organization may not renounce the exercise of functions or powers without prior authorization from the Autorité, and the Autorité may make its authorization subject to the conditions it considers necessary for the protection of the members or participants of the organization, or of the public;

Whereas, pursuant to section 81 of the ARFS, a recognized organization must, before rendering a decision unfavourably affecting the rights of a person, partnership or entity, give the person, partnership or entity an opportunity to present observations;

Whereas, pursuant to the first paragraph of section 85, a person, partnership or other entity directly affected by a decision rendered by a recognized organization may within 30 days apply for a review of the decision by the Autorité;

Whereas the Autorité considers it expedient to delegate to CIRO functions and powers relating to the registration and revocation thereof of legal persons registered as investment dealers, mutual fund dealers and derivatives dealers and the inspection of qualified persons;

Therefore, the Autorité

1. revokes the 2023 Delegation Decision, and
2. delegates to CIRO the functions and powers set out hereinafter:

The following functions and powers under the ARFS, the *Securities Act* and the *Derivatives Act*, to the extent that they relate to a legal person as an investment dealer, mutual fund dealer or derivatives dealer that is a member or applying to become a member of CIRO (**Dealer Member**) as well as a Registered Natural Person who acts on behalf of an investment dealer, mutual fund dealer or derivatives dealer, in respect of their dealer activities:

SECTION	SUBJECT
9 ARFS	Designate any person who is a staff member to carry out an inspection in accordance with section 9, 10 and 11 of the ARFS;
148 Securities Act	Receive a legal person's application for registration as an investment dealer or mutual fund dealer;
148.1 Securities Act	Require that the securities activities of a candidate for investment dealer or mutual fund dealer be pursued through a subsidiary.
149 Securities Act	Receive a natural person's application for registration as a representative of a dealer; Receive a natural person's application for registration as chief compliance officer; Receive a natural person's application for registration as ultimate designated person;
151 Securities Act	CIRO, after verifying that a candidate meets the conditions fixed by regulation, shall grant registration where, in its opinion: (1) the candidate or, in the case of a legal person, its officers and directors have the competence and integrity to ensure the protection of investors; (2) the candidate is solvent and, in the case of a legal person, has adequate financial resources to ensure the viability of his business; Impose any restriction or condition it determines on the registration of an applicant, including limiting its duration;
151.0.1 Securities Act	Revoke, suspend or impose restrictions or conditions on a registration if: (1) the Registered Natural Person has made an assignment of property or been placed under a receiving order pursuant to the <i>Bankruptcy and Insolvency Act</i> (R.S.C. 1985, c. B-3);

SECTION	SUBJECT
	(2) the Registered Natural Person has been convicted by a court inside or outside Canada of an act or offence which, in the opinion of CIRO, is related to the activity of the registered individual; (3) the Registered Natural Person is under tutorship or under a protection mandate; (4) the registration or right to transact business has been revoked or suspended, or restrictions or conditions have been imposed on the registration or right to transact business by the bodies stipulated in the <i>Securities Act</i>; (5) the Registered Natural Person no longer complies with a condition for registration provided for in the <i>Securities Act</i> or a regulation made thereunder;
151.1 Securities Act	Make an inspection of the affairs of a Dealer Member in order to ascertain the extent to which it complies with the <i>Securities Act</i> , the regulations and the policy statements;
152.1 Securities Act	Suspend or, if the offence is not a first offence, revoke the registration of a mutual fund dealer if the dealer fails to maintain liability insurance as prescribed by regulation. Suspend or, if the offence is not a first offence, revoke the registration of a mutual fund dealer if a representative of the dealer, other than an employee, fails to maintain liability insurance as prescribed by regulation.
153 Securities Act	Receive a registrant's application for surrender of registration; Suspend the registration or impose conditions or restrictions on the registration during examination of the application for surrender; Impose conditions on the surrender; Accept the surrender where the interests of clients and investors are sufficiently protected;
159 Securities Act	Receive a registrant's notice of change in the information furnished at the time of registration; Agree or do not object to a change within the time and in the form prescribed by regulation; Object to the change; Prescribe what is to be done if CIRO objects;

SECTION	SUBJECT
54 Derivatives Act	Receive a legal person's application for registration as a derivatives dealer;
55 Derivatives Act	Require that an applicant for registration as a derivatives dealer it determines carry on their derivatives activities through a subsidiary;
56 Derivatives Act	Receive a natural person's application for registration as a representative of a dealer; Receive a natural person's application for registration as chief compliance officer; Receive a natural person's application for registration as ultimate designated person;
59 Derivatives Act	After verifying that an applicant meets the conditions set by regulation, CIRO grants registration if it considers that: (1) the applicant or, in the case of a legal person, its officers and directors exhibit the requisite competence and integrity to ensure the protection of clients; and (2) the applicant is solvent and, in the case of a legal person, has the financial footing needed to ensure the viability of its business; Impose any restriction or condition on the registration of an applicant, including limiting its duration;
78 Derivatives Act	Receive a registrant's notice of change in the information provided at the time of registration; Approve or do not object to a change within the time and in the manner prescribed by regulation; Object to the change; Prescribe a course of conduct if CIRO objects;
80 Derivatives Act	Receive a registrant's application for surrender of registration; Suspend, modify or impose conditions or restrictions on the registration during examination of the application for surrender; Impose conditions on the surrender;

SECTION**SUBJECT**

Accept the surrender if the interests of clients and of the public are sufficiently protected;

80.1 Derivatives Act

Revoke, suspend or impose restrictions or conditions on a registration if:

- (1) the Registered Natural Person has made an assignment of property or been placed under a receiving order pursuant to the *Bankruptcy and Insolvency Act* (R.S.C. 1985, c. B-3);
- (2) the Registered Natural Person has been convicted by a court inside or outside Canada of an act or offence which, in the opinion of CIRO, is related to the activity of;
- (3) the Registered Natural Person is under tutorship or under a protection mandate;
- (4) the registration has been revoked or suspended, or restrictions or conditions have been imposed on the registration, by a body stipulated in the *Derivatives Act*;
- (5) the Registered Natural Person no longer complies with a condition for registration provided for in the *Derivatives Act*;

115 Derivatives Act

Inspect the affairs of a Dealer Member or a qualified person in order to verify compliance with the *Derivatives Act*;

This decision is subject to the controls, functions and powers of the Autorité under the ARFS, the *Securities Act* and the *Derivatives Act*, as well as the following conditions:

- The Autorité may continue to exercise the functions and powers it is delegating by this decision;
- The decisions made in exercising a delegated power shall comply with the provisions of the *Charter of the French language*, CQLR, c. C-11;
- The functions and powers delegated by the Autorité hereunder shall be exercised in accordance with the provisions of the *Act respecting administrative justice*, CQLR, c. J-3;
- The exchange of information between the Autorité and CIRO in connection with this decision must be done in accordance with the provisions of the *Act respecting Access to documents held by public bodies and the Protection of personal information*, CQLR, c. A-2.1 and, in particular, sections 296 to 297.4 and 297.6 of the *Securities Act*;
- The Autorité shall have access at all times to all the documentation held by CIRO in the exercise of the functions and powers delegated to CIRO by this decision;
- CIRO shall send to the Autorité, upon receipt, the fees payable relating to the exercise of the functions and powers delegated under this decision and prescribed by the *Securities Regulation*, CQLR, c. V-1.1, r. 50, and the *Tariffs for costs and fees payable in respect of derivatives*, CQLR, c. I-14.01, r. 2;

- CIRO shall ensure that applicants for registration fulfill the conditions set out in the regulations made under the *Securities Act* and the *Derivatives Act* by, among other things, verifying the information provided in the forms prescribed by these regulations;
- CIRO shall exercise its delegated powers in coordination with the Autorité in respect of dealers or dealing representatives that are also registered in another category provided for in *Regulation 31-103 respecting Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registrant Obligations*, CQLR, c. V-1.1, r. 10, or dealers that are also registered in, or dealing representatives that are certified in, a sector provided for in the *Act respecting the distribution of financial products and services*, CQLR, c. D-9.2, and in respect of any application for exemptive relief from a registration requirement under the *Securities Act*, *Derivatives Act* or the regulations made thereunder that is received or processed by the Autorité;
- When requested by CIRO, the Autorité shall assist CIRO by, among other things, verifying that an applicant for registration meets the conditions set out in section 151 of the *Securities Act* or section 59 of the *Derivatives Act*;
- CIRO shall exercise its delegated powers in relation to registration through the National Registration Database or any replacement or ancillary system as determined by the Autorité;
- CIRO shall, within ten business days of the date decisions are made or information is received by CIRO in accordance with the terms and conditions determined by the Autorité, ensure continuous updating of any database determined by the Autorité with respect to the information collected by CIRO in connection with the exercise of the functions and powers conferred upon it by this decision, unless the Autorité notifies it in writing to cease to ensure such updating;
- CIRO shall keep a register of the complaints it receives with respect to Dealer Members and the Registered Natural Persons acting on their behalf as well as a record for each complaint that shall contain, among other things, information regarding the nature of the complaint, findings and actions taken;
- CIRO may waive, in whole or in part, the delegation conferred by this decision by giving prior notice deemed sufficient by the Autorité.

This decision shall take effect upon approval by the Government and on the date of publication of a notice in the Bulletin pertaining to the functions and powers delegated in respect of the registration and revocation thereof of legal persons registered as investment dealers, mutual fund dealers and derivatives dealers; the inspection of qualified persons; and the registration of natural persons acting on behalf of mutual fund dealers.

This decision is the English version of the Decision No. 2025-PDG-0024 made at the same moment.

Signed on March 21, 2025

Yves Ouellet
President and Chief Executive Officer